

Burundi : Bujumbura sous pression au sommet de l'EAC

Jeune Afrique, 01 février 2019 Le 20e sommet des chefs d'État de l'EAC s'est ouvert vendredi à Arusha, en Tanzanie, après avoir été plusieurs fois repoussé. Point central de la rencontre : le rapport du facilitateur du dialogue interburundais Benjamin Mkapa, alors que le Burundi campe sur ses positions et entend réclamer une discussion sur les tensions avec le Rwanda.

La troisième tentative est finalement la bonne. Prévus le 30 novembre mais reportés au 27 décembre en raison de l'absence du président Pierre Nkurunziza, le 20e sommet des chefs d'État de l'EAC avait finalement été annulé une seconde fois. Il s'est ouvert vendredi 1er février en présence de quatre chefs d'État : John Magufuli pour la Tanzanie, Yoweri Museveni, actuel président de l'East African Community, le Kenyan Uhuru Kenyatta et le Rwandais Paul Kagame. Le Soudan du Sud est représenté par son ministre du Commerce Paul Mayom Akech. Une nouvelle fois, comme il le fait depuis 2015 et le début de la crise burundaise consécutive à son troisième mandat, Pierre Nkurunziza a choisi de ne pas se rendre en personne au sommet de l'EAC. Il sera représenté par son premier vice-président Gaston Sindimwo. Si aucune raison officielle n'a été donnée à cette absence, Nkurunziza se sait sous pression au sein du bloc régional, comme en témoignent les échanges épistolaires houleux avec Yoweri Museveni suite au premier report. Quel avenir pour la médiation ? La crise au Burundi ne figure pas à l'ordre du jour officiel du sommet mais Benjamin Mkapa, le facilitateur du dialogue interburundais début fin 2015 et resté au point mort depuis, doit présenter son rapport lundi-clos des chefs d'État. À l'issue de cette présentation ces derniers décideront de la suite à donner à cette réunion sous la guidance du président ougandais Yoweri Museveni : pousser Pierre Nkurunziza à la table des négociations ou l'opposition à mettre un terme à la tentative de dialogue. Dans une organisation où l'unanimité est la règle, les rapports préliminaires avec la Tanzanie pourraient s'avérer préliminaires. L'Union africaine, agacée par l'absence de burundais lors du sommet du 30 novembre, pourrait également reprendre la main sur le dossier. Après le référendum constitutionnel de mai 2018 et le boycott du dernier round des discussions fin octobre par les autorités burundaises, Benjamin Mkapa avait annoncé qu'il renoncerait à poursuivre sa mission. Bujumbura n'a pas l'intention de rester croisés lors du sommet. Gaston Sindimwo aura notamment la charge de soutenir l'idée d'un sommet d'ici à ce que Nkurunziza appelle le « conflit ouvert entre le Burundi et le Rwanda ». Tension Kigali-Kampala Dans une lettre datée du 4 décembre, adressée au président en exercice de l'EAC Yoweri Museveni, le dirigeant burundais accusait le Rwanda d'être à l'origine de la crise qui secoue le pays depuis trois ans et de servir de base arrière à des mouvements d'instabilité. Selon une source officielle rwandaise, un tel sommet n'a pas lieu d'être. « Il servirait simplement à faire diversion et détourner l'attention des problèmes internes du Burundi », ajoute-t-elle. Le Rwanda et l'Ouganda entretiennent également des rapports délicats depuis plusieurs mois. L'arrestation mi-décembre en RDC de deux cadres FDLR soupçonnés de revenir d'un rendez-vous des personnalités haut-placées à Kampala a renforcé les tensions Kigali et Kampala. C'est donc dans ce contexte tendu que le bloc régional tentera de faire avancer, comme à chaque sommet, l'agenda de l'intégration. L'EAC devra aussi se choisir un nouveau président pour succéder à Yoweri Museveni. Selon le principe de rotation en vigueur dans l'organisation c'est le président du Rwanda Paul Kagame qui devrait prendre la suite du dirigeant ougandais, mais l'agenda chargé pour l'année à venir, avec la préparation du sommet des chefs d'État du Commonwealth à Kigali en 2020 et la poursuite des réformes pourrait pousser le Rwanda à passer son tour.

Par Romain Gras

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});